

Référendums : quelles scènes le Québec rejoue-t-il?

Nicolas Mavrikakis

Numéro 205, novembre–décembre 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/18185ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mavrikakis, N. (2005). Référendums : quelles scènes le Québec rejoue-t-il?
Spirale, (205), 5–5.

RÉFÉRENDUMS :

QUELLES SCÈNES LE QUÉBEC REJOUÉ-T-IL ?

PLUS le temps passe, plus je crois au poids du passé, à l'importance incontournable de la mémoire collective et même à la notion d'inconscient collectif. Il y aurait des traumatismes qui se transmettent de génération en génération. C'est le poids de l'histoire. Je m'explique.

Il y a des actes qui nous interpellent et qui trouvent des échos dans le passé. Quand les Juifs d'Israël se construisent un mur de protection avec des fils barbelés et des miradors, comment, après les événements de l'histoire moderne que nous connaissons tous, ne pas y voir de troublantes connotations? Lorsque, récemment, des colons de la Bande de Gaza, expulsés par leur propre gouvernement, s'exhibaient, une étoile orange et même jaune épinglée à leurs vêtements, que penser? Voilà qui a de quoi bouleverser. On pourrait y voir une réappropriation injustifiée d'un événement (la Shoah) n'ayant aucune commune mesure avec le retrait de la Bande de Gaza. Mais ce serait trop rapidement faire fi de la détresse de ces colons. Peut-on se demander si les instruments qui ont servi à faire des victimes deviennent les outils pour que la victime se libère de son lourd passé? Serait-ce que la société juive n'en a pas fini encore avec le traumatisme de la Shoah (comment le pourrait-elle d'ailleurs aussi rapidement)?

Il n'y a pas si longtemps, j'ai lu comment des Noirs états-uniens réclamaient à leur gouvernement des dédommagements pour toutes ces années où leurs ancêtres ont été des esclaves. Le Self Determination Committee et le N'COBRA (National Coalition of Blacks for Reparations in America) demandaient des centaines de millions. Mais ces chiffres sont-ils si faramineux comparés à la richesse que les esclaves noirs ont apportée aux Blancs états-uniens?

Et ce type de compensation est aussi invoqué par des Africains et par plusieurs nations arabes. En 2001, lors de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance à Durban, en Afrique du Sud, plusieurs nations demandaient que les pays européens et américains répondent de leur passé esclavagiste. On parla alors de reconnaissance des multiples responsabilités, de réparation économique, de demande de pardon... Lors de cette conférence, le gouvernement canadien, a, quant à lui, parlé de « *mesures de réparation innovatrices, tournées vers l'avenir* », se refusant à envisager « *une compensation financière pour des actions historiques* ». Il faut dire que le Canada a son lot de cadavres dans le placard et qu'il a fallu attendre jusqu'en décembre 2003 pour que le gouvernement reconnaisse les torts faits au peuple acadien. Et notre bilan en matière de reconnaissance de génocides n'est guère mieux. Ce n'est

qu'en avril 2004 que le gouvernement canadien reconnaissait le génocide arménien de 1915!

Certains font entendre qu'il faut arrêter de se lamenter sur les douleurs du passé. Qu'il faut rejeter l'amertume ou le désir de vengeance. Faut-il expliquer que l'on peut être dans le désir de réparation, dans la volonté de bâtir un futur plus fort, sans être de ce fait dans la haine? Il est vrai qu'il est plus facile de demander l'oubli à ceux qui ont subi des préjudices que d'éliminer les marques psychologiques de ces préjudices...

Lors de l'ouragan *Katrina*, on a vu le poids du passé, les Blancs recevant de l'aide plus rapidement que les Noirs, même dans le *Superdome* de la Nouvelle-Orléans'.

Malgré le passage des générations, les individus rejouent-ils souvent des scènes anciennes? L'histoire colle-t-elle à la peau? Je le crois. Mais, me direz-vous, qu'est-ce que l'évocation de ces grandes injustices et de ces grands malheurs a à voir avec l'histoire québécoise?

Il n'est pas ici question de comparer les malheurs des uns avec la misère des autres, mais d'énoncer un principe : une société peut être collectivement marquée par l'histoire et rejouer sans cesse des scènes de traumatisme (plus ou moins important).

Et si cela est vrai, que rejouent donc les Québécois? Je ne suis pas psychanalyste, ni psychologue, et je n'aime guère la psychanalyse sauvage. Mais je ne peux m'empêcher de me demander de qui ou de quoi nous avons peur de nous séparer. Que jouons-nous dans cette double contrainte d'être à la fois Québécois et Canadien? Et quelle scène ancienne rejouent donc les Canadiens anglais incapables de nous envoyer balader avec notre désir d'indépendance mal vécu? Ces Canadiens anglais qui gardent encore la reine d'Angleterre comme Reine du Canada et qui vouent une certaine rancune à ceux qui veulent leur indépendance me semblent eux aussi liés à une dépendance.

Avons-nous tous peur d'être abandonnés ou de ne pas être assez bons, assez intelligents, assez forts pour avoir une nation indépendante? Préférons-nous partir à l'étranger, comme une bonne partie de nos élites, plutôt que de construire ici quelque chose d'autonome? Sommes-nous encore marqués par l'abandon de la France, par l'échec de la révolte des Patriotes? Et puis, plus profondément, sommes-nous toujours dans cette idée que nous sommes nés pour un petit pain, que nous ne valons pas grand-chose?

La mémoire collective des francophones québécois est marquée par cette idée d'avoir été exploités par les riches anglophones. Ce n'est plus le cas de nos jours, mais les francophones ont-ils

pour autant le sentiment de ne plus être exclus de la classe dominante et d'avoir une identité propre? Il n'est pas question de revenir ici sur l'interdiction d'enseigner le français en Ontario ou en Saskatchewan dans la première moitié du xx^e siècle ni sur d'autres formes d'acculturation que la Canada a fait subir à ses différents groupes ethniques (et pas seulement aux francophones — pensons aux Amérindiens). Mais pour comprendre le Québec actuel, il faut saisir comment les francophones éprouvent encore souvent un sentiment profond d'exclusion. Ce sentiment constitue une des marques de l'histoire. Tous ne le vivent pas. Mais il ne sert à rien de nier son existence. L'histoire récente donne raison à ceux qui ont encore ce sentiment. Il suffit de se rappeler comment, lors du référendum de 1995, Lucien Bouchard a montré cette page couverture d'un journal où Jean Chrétien riait lors du rapatriement de la Constitution dont le Québec avait été exclu, pour comprendre comment ce sentiment est encore vif dans la population. Bouchard savait bien qu'il touchait une corde sensible.

La question n'est pas de s'empêcher collectivement de rejouer des scènes d'exclusion, d'abandon (de toute manière, comment faire??), mais de se demander quels types de récits nous pouvons nous inventer pour l'avenir afin de nous donner le sentiment d'une certaine forme de réparation symbolique. C'est la véritable problématique. Et c'est la question que doivent se poser aussi bien les fédéralistes qui souhaitent que le Québec reste dans leur pays que les souverainistes qui veulent l'indépendance. Ceux qui trouveront des récits réparateurs sauront nous aider à passer à travers les restes d'une histoire colonialiste et postcolonialiste encore lourde émotionnellement.

Nicolas Mavrikakis

1. Paul Ohl, dans un article paru dans *Le Devoir* en 1992, expliquait une autre histoire de cette nature : en 1529, la Couronne espagnole donnait l'ordre de marquer au fer rouge tous les Indiens dont la qualité d'esclaves apparaissait juridiquement hors de doute. Quatre siècles plus tard, en 1924, les articles 44 et 45 du Code pénal péruvien faisaient encore une nette distinction entre le « civilisé », l'indigène semi-civilisé (lire : le métis) et le sauvage (lire l'Indien pure race).

Conclusion : dans le Nouveau Monde, l'Indien était inférieur et corvéable à merci. De fait, en 1992, les Indiens sont des étrangers dans leur propre pays. Ils sont pourtant 12 % au Mexique, 40 % au Pérou, 60 % au Guatemala, 60 % en Bolivie, 40 % en Équateur. Pratiquement sans voix, sans institutions, sans ressources. Économiquement exploités, culturellement et politiquement opprimés.

Dans l'ensemble des pays d'Amérique du Sud à forte population indienne, 3 % des propriétaires blancs regroupent plus de 60 % des terres cultivables.